

Le sentiment d'appartenance

Le monde entier ou ma cité ?

L'essentiel L'essentiel L'essentiel L'essentiel

La majorité des personnes interrogées se reconnaît dans sa localité et sa région. Presque personne ne dépasse les frontières nationales. En 20 ans, l'identification régionale diminue au profit de l'identification locale.

L'appartenance nationale est faible par rapport à ceux, la grande majorité, qui privilégient les liens locaux et ceux, une minorité, qui privilégient l'appartenance "mondialiste". Et ceci quels que soient l'âge, le sexe, la situation matrimoniale, la profession, les choix idéologiques. En revanche, deux variables sont déterminantes : le niveau d'éducation et le lieu de résidence (urbain, rural). Plus on habite dans une petite localité, plus on est "localiste". Plus on a un niveau d'éducation élevé, plus on est "mondialiste".

C'est le niveau de revenus qui explique d'abord le sentiment d'appartenance à telle ou telle classe sociale favorisée ou défavorisée. Vient ensuite le niveau d'éducation (le capital culturel). En revanche, la catégorie socioprofessionnelle semble n'être pas déterminante. Les personnes ne se sentent guère appartenir à une même profession, sauf certaines professions comme les agriculteurs qui s'estiment rattachés aux classes populaires.

On observe deux grands types d'appartenance :

- ceux qui s'identifient à un lieu et à une classe sociale,
- ceux qui s'identifient au monde et à un groupe social défini par l'aisance.

Mais il n'y a plus d'appartenance déclarée à de grands systèmes sociaux, économiques, religieux, idéologiques, qui expliqueraient les comportements et opinions des individus. Les logiques d'action individuelles s'organisent selon les conceptions du souhaitable propres à chacun et à ses attaches locales.

L'EXPOSÉ L'exposé L'exposé L'exposé L'exposé

Yannick Lemel ¹

Méthodologie de l'enquête

Dans l'enquête, sur un échantillon représentatif, on pose d'abord deux questions qui traitent du sentiment d'appartenance géographique et sociale. Dans les deux cas, les questions sont " fermées ". On demande aux gens de choisir dans une liste ce qui leur paraît le mieux convenir. Le fait qu'ils choisissent ne signifie pas que, en toutes circonstances, les gens qui auront choisi, par exemple de se sentir parisiens, se comporteront tout au long de leur existence comme des parisiens. Il y a donc une distance à prendre entre les sentiments d'appartenance et les comportements au quotidien, tels qu'ils pourraient s'exprimer dans toutes sortes de situations.

Pour le sentiment d'appartenance géographique, on demande aux gens s'ils ont plutôt le sentiment d'appartenir à une petite localité ou à un grand pays, ou au monde tout entier. Pour le sentiment d'appartenance sociale, on leur présente une liste de groupes socio-professionnels ou sociaux et on leur demande s'il y a un groupe auquel ils ont le sentiment d'appartenir plus particulièrement.

Il est important de dire que le taux de non réponse à ces deux questions est très faible : 2 à 3 %. Le taux, par exemple, de non réponse à une question sur une appartenance politique va monter jusqu'à 17, 20 %. Donc, dire à quel échelon géographique, à quel groupe social, à quelle classe sociale on appartient, ne gêne absolument pas les Français.

Le sentiment d'appartenance géographique

Trois questions viennent préciser l'appartenance géographique :

- "à quel échelon géographique avez-vous le sentiment d'appartenir ?"
- "à quel échelon géographique avez-vous le sentiment d'appartenir le moins ?"
- "dans quel ordre classez-vous ces appartenances ?"

Le point important à noter, c'est que les trois réponses sont parfaitement cohérentes. Les gens ont une idée claire de l'échelon géographique auquel ils souhaitent se référer. Ainsi, s'ils choisissent de dire en premier : "c'est la localité où j'habite", comme second choix, ils vont prendre la région. Ceux qui auront pris le pays tout entier, choisiront la région ou l'Europe. C'est très clairement situé sur l'échelle d'emboîtement géographique.

Le poids du local

40 % des Français choisissent la localité, 30 % le pays tout entier, 10 % la région ou le monde, moins de 5 % l'Europe. La localité et la Région auxquelles on appartient constituent massivement la base des sentiments d'appartenance des Français. Un petit nombre d'entre eux vont avoir le sentiment d'appartenir à quelque chose d'un peu plus vaste qui pourra être le pays tout entier ou le monde tout entier. L'Europe étant très peu présente dans leur esprit.

La mondialisation

Elle ne paraît pas de façon massive dans les résultats. Une explication pourrait être que, précisément, la mondialisation, avec les aspects négatifs qui lui sont parfois associés, entraînerait un repli des gens sur une identité locale : je suis inquiet de ce qui se passe ; donc, je préfère me sentir proche de mon environnement immédiat.

¹ - Exposé du 22 janvier 2002.

Cela expliquerait le poids du local dans les appartenances. Le problème est que les % sont les mêmes sur les trois enquêtes dont nous disposons depuis 1981. Il n'y a pas eu de changement sur les 20 à 30 ans d'enquêtes ni de modifications très importantes que l'on puisse observer.

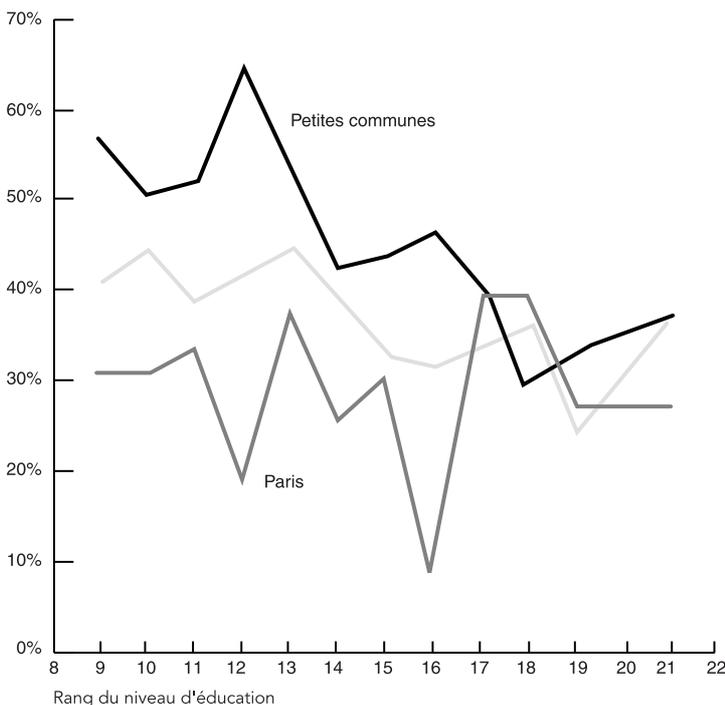
Deux facteurs explicatifs

On peut penser qu'il y a beaucoup de facteurs pour comprendre ce sentiment d'appartenance : son lieu de vie, ses choix politiques, ses orientations religieuses, son âge, etc. En fait, on constate que tout cela dépend essentiellement et fondamentalement de deux facteurs, qui suffisent, seuls, à rendre compte de la diversité des opinions :

- le lieu où l'on réside : petite ville, grande ville ou Paris,
- le niveau d'éducation.

Pour résumer la façon dont ces deux facteurs jouent, voici un graphique avec le niveau d'éducation, rangé de gauche à droite, et le choix de la localité, ordonné en % de bas en haut.

Part des personnes s'identifiant à la localité, suivant le niveau d'éducation et la taille de la commune de résidence.



Des trois courbes :

- la supérieure décrit ce que pensent les gens qui appartiennent à de petites communes,
- l'inférieure décrit ce que les gens qui vivent à Paris-ville pensent. Les gens de la couronne urbaine se comportent comme les gens de grosses agglomérations de province. Il y a donc une spécificité de comportement des résidents de la ville même de Paris.

Pour les Parisiens, la courbe est presque plate, certes avec des accidents (c'est une enquête statistique), mais ni elle ne descend ni elle ne monte. Cela veut dire que le sentiment d'appartenance à une ville est indépendant, pour des Parisiens, de leur niveau d'éducation.

En revanche, les gens qui habitent dans de petites communes choisissent fortement de se sentir vivre dans une localité et le choisissent d'autant plus qu'ils sont moins éduqués : la courbe descend.

Ces deux facteurs se combinent et expliquent à peu près tous les résultats. Si on regarde les différences entre hommes et femmes ou jeunes et plus âgés, il suffit, pour les expliquer, de connaître le lieu où ils résident et leur niveau d'éducation pour avoir une très bonne prévision de ce qu'ils vont choisir comme lieu d'appartenance.

Un aspect assez paradoxal du résultat est qu'il y a une plus grande diversité d'opinions dans les petites agglomérations que dans le centre de Paris. On aura massivement des gens ayant le sentiment d'appartenir à la localité, avec un petit nombre pour une aire géographique très, très large.

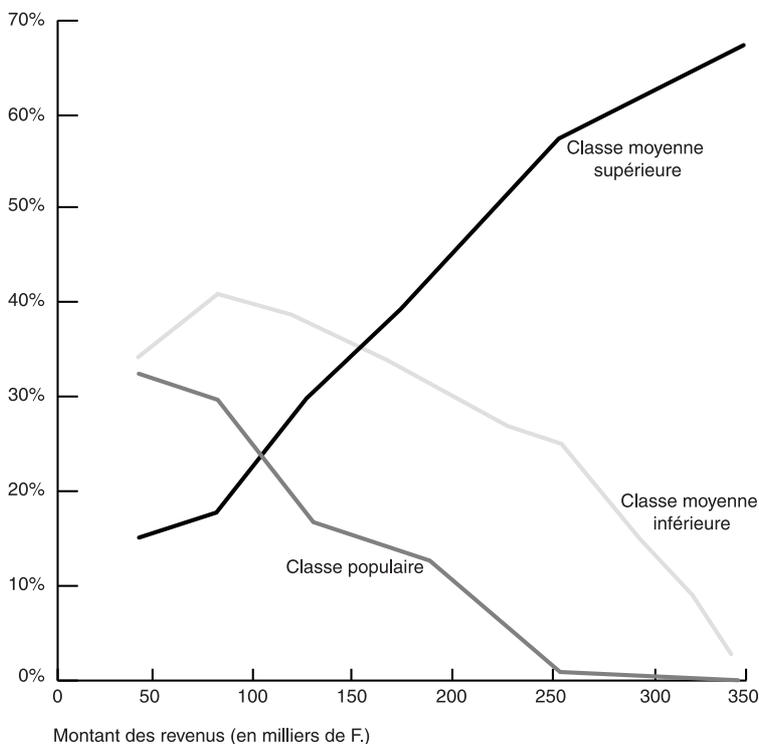
Le sentiment d'appartenance à un groupe social

Le terme de classe sociale

Dans la question elle-même, le terme de classe sociale n'apparaît pas et cela a été fait sciemment. Il faut savoir que, si vous posez la question : avez-vous le sentiment d'appartenir à une classe sociale ? le % de ceux qui répondent non est de l'ordre de la moitié ; il était très important il y a 30 ou 40 ans ; il a décliné considérablement. Par contre, si on demande : à quelle classe sociale avez-vous le sentiment d'appartenir ? et que vous présentiez une liste, tous en choisissent une, sans problème. Ils refusent d'avoir le sentiment d'appartenir à une classe sociale tant qu'on ne leur demande pas précisément à laquelle de ces classes sociales ils appartiennent, sur une liste précise.²

Niveau de revenu et sentiment d'aisance sociale

Part des personnes s'identifiant à différentes classes sociales, suivant le niveau de ressources des ménages



On voit sur ce graphique le sentiment d'appartenir à une classe sociale selon le montant des revenus.

La classe moyenne représente 60 % de la population. Avec 10 % de gens qui se sentent bien placés "privilegiés" ou "gens aisés", un petit % de gens qui se sentent "défavorisés" et 20 % qui ont choisi la classe populaire.

Plus on est riche, plus on s'identifie à la classe moyenne supérieure et moins à la classe populaire. Pour un statisticien, c'est assez satisfaisant, mais on aurait pu imaginer que beaucoup se seraient sentis défavorisés. Dans d'autres types d'enquêtes, si on demande aux gens quel est le revenu dont ils ont besoin pour vivre, on constate qu'ils déclarent tous un revenu un peu supérieur à celui dont ils disposent. Il faut monter très haut dans l'échelle des revenus pour que les gens commencent à déclarer un revenu nécessaire de l'ordre de ce qu'ils ont.

Tous les autres pensent ne pas avoir assez pour vivre correctement. Ici, on a quelque chose de plus proche des réalités objectives. Les gens se sentent d'autant plus favorisés qu'ils sont mieux placés dans l'échelle des revenus.

Quel que soit l'indicateur de statut social que l'on regarde, on observera des résultats analogues. On choisit d'autant plus la classe moyenne supérieure que l'on est plus éduqué, ou que l'on a une profession d'un niveau socio-professionnel élevé.

2 - La liste contient un mélange de termes de classes sociales (par exemple : la classe moyenne inférieure, la classe supérieure) et de termes qui n'entraînent pas une référence à un terme de classe, comme "les privilégiés".

Revenu, éducation, profession, adhésion partisane

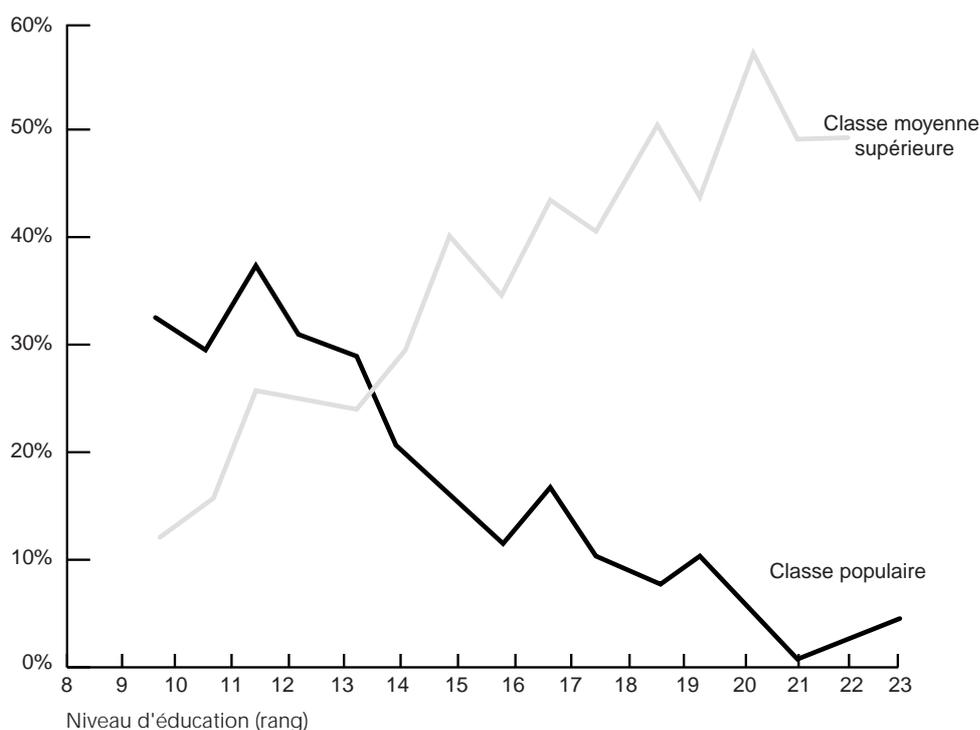
Pour un sociologue, la question intéressante était de savoir comment se combinent ces trois composantes du statut social : le niveau de vie (le montant des revenus), le niveau d'éducation (le capital culturel) et l'occupation (la profession). Chacun d'entre eux est un élément de statut.

1. Le premier des facteurs, c'est le revenu : plus on a de revenus, plus on se sent bien et plus on choisira de considérer que l'on appartient à la classe moyenne supérieure, plus on rejettera d'appartenir aux classes populaires ou aux défavorisés.

2. Le deuxième facteur, c'est le niveau d'éducation. Plus on a de diplômes, plus on répond de la même manière. Mais, il est vrai que les gens les plus diplômés sont aussi ceux qui gagnent le plus.

Pourquoi, alors, les gens choisissent-ils les classes les plus favorisées ? parce qu'ils sont plus riches ou parce qu'ils sont plus diplômés ?

Part des personnes s'identifiant à différentes classes sociales, comparée à ce qu'elle serait si elle ne dépendait que du niveau de ressources suivant le niveau d'éducation.



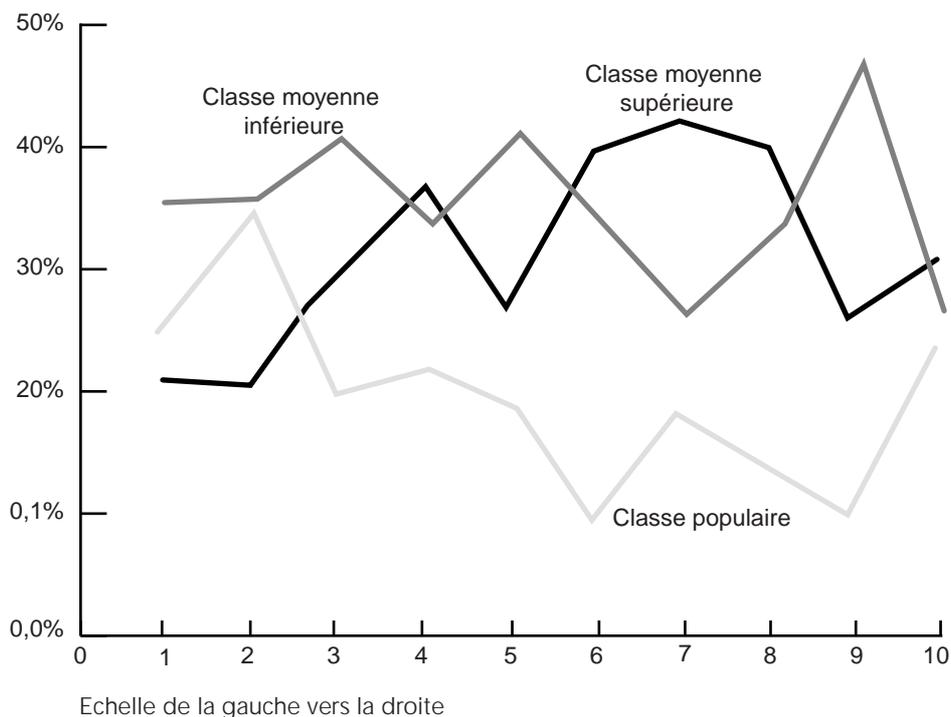
La deuxième courbe à partir du haut est celle que l'on aurait observée si les gens n'avaient donné des réponses qu'en se déterminant à partir de leur niveau de ressources. Le fait que cette courbe soit un peu en-dessous de la première signifie que "un plus" d'éducation apporte un peu de propension à se juger parmi les favorisés. Les gens qui déclarent appartenir à la classe moyenne supérieure sont ceux qui sont plutôt riches, mais beaucoup d'éducation peut palier un peu d'absence de richesse.

3. Le troisième facteur, c'est la profession, dont on pourrait se dire qu'elle apporte aussi quelque chose, or elle ne fournit ici aucune explication. Avec le même genre de calcul, je peux prédire de façon presque parfaite les choix que vont faire des gens dans telle ou telle profession, en connaissant exclusivement leur revenu et leur niveau de vie. La profession n'apporte pas grand chose du point de vue du sentiment que l'on va avoir de choisir telle ou telle catégorie sociale.

L'explication de cette faiblesse du facteur "profession" vient vraisemblablement de ce que la profession est une information que nous savons tous manipuler, sur laquelle nous avons une bonne information en termes du niveau d'éducation qu'elle requiert et du niveau de ressources qu'elle procure. C'est pour cela que c'est un très bon indicateur : nous utilisons la profession comme une information qui nous renseigne sur des choses qui nous intéressent peut-être plus, mais que nous ne demandons pas, ou pas trop directement dans les interactions au quotidien. On se dit "quelle est sa profession ?", on ne se dit pas très spontanément "quel est son niveau de revenu ou d'éducation". Mais c'est bien ce qui détermine le statut social dans la société française actuelle. C'est ce que nous retrouvons dans cette enquête.

4. Le quatrième facteur est l'adhésion partisane

Part des personnes s'identifiant aux différentes classes sociales, suivant l'orientation politique

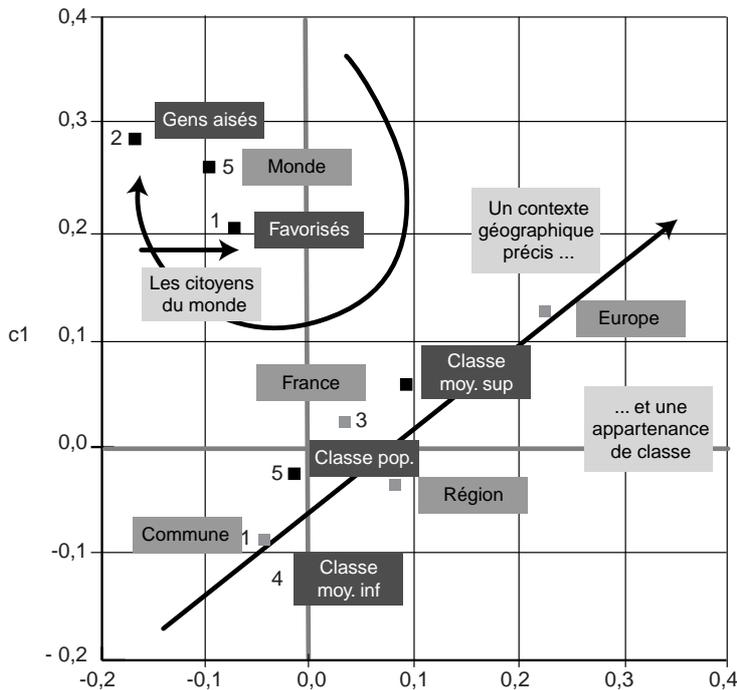


Ce qui est intéressant à voir, ce sont les gens qui choisissent les classes moyennes. On constate que cela ne dépend pas, ou presque, de leur orientation politique. Le seul type d'appartenance qui en dépendrait un peu, ce serait la classe populaire (légère décroissance de ce choix suivant que l'on va de la gauche vers la droite). Mais si je compare ce graphique avec les précédents, les écarts sont nettement plus faibles que ceux dont on a parlé. Le choix d'un groupe social d'appartenance est d'abord lié à la position que l'on occupe dans la société, beaucoup plus qu'aux opinions que l'on a sur le type de gouvernement ou l'orientation politique que l'on souhaiterait lui voir prendre.

Conclusion

Deux types d'appartenance ont fait l'objet de questions : l'appartenance géographique et l'appartenance sociale. Toutes les combinaisons entre ces deux types d'appartenance existent : des gens se sentent appartenir aux défavorisés et se pensent citoyens du monde entier, d'autres se sentent appartenir à la classe moyenne inférieure et à Paris. Mais certaines combinaisons, cependant, sont un peu plus fréquentes que d'autres.

Proximités des deux types d'identifications



Certains ont choisi la commune, la région, l'Europe, la France

Ces choix s'organisent bien sur un axe de plus en plus large : d'abord mon voisinage, puis mon pays, la France, l'Europe. Voilà des gens qui se disent de classe moyenne (inférieure ou supérieure) ou de classe populaire. L'axe tracé hiérarchise les gens dans une sorte d'emboîtement géographique de plus en plus large, qui part de leur communauté proche, pour arriver à l'Europe, et un emboîtement en termes de classes sociales. Tous ces gens choisissent, parmi la liste proposée, un terme qui contient le mot classe. Ils appartiennent à un groupe social dont ils acceptent qu'il soit labellisé classe.

Des gens choisissent de se déclarer "favorisés" et se disent plutôt "monde entier"

C'est leur choix premier. Ces gens ont, à la fois, refusé les appartenances collectives sociales qui contenaient le terme "classe" et choisi, parmi les appartenances géographiques, la plus large possible : le monde tout entier. De ce point de vue, ils sont déconnectés d'appartenances trop " charnelles " ; ce sont les plus abstraites des appartenances qu'on ait pu leur proposer au travers de ce questionnaire.

Dans cette synthèse, on retrouve :

- d'un côté, des gens qui se voient citoyens du monde et qui se considèrent comme bien ou mal lotis,
- d'un autre, des gens qui se considèrent comme citoyens d'un territoire bien défini géographiquement et qui se pensent dans un groupe social solide, cohérent, constitué (connotations liées au terme classe).

De ce point de vue, l'aspect intéressant est que les petits 5 ou 6 % de gens qui se disent "Europe" clairement sont dans ce second axe. Ce qui suggère assez fortement qu'avoir choisi l'appartenance géographique Europe, ce n'est pas la plus abstraite, mais la plus large des appartenances enracinées géographiquement. Ceux qui ont choisi Europe sont ceux qui veulent garder un sentiment d'appartenance à un territoire bien défini ; ils voient l'Europe comme un territoire auquel maintenant ils appartiennent, comme quelque chose qui se situe dans la continuité, depuis leur ville jusqu'à l'Union Européenne.

D'un point de vue socio-démographique, les gens qui sont dans le pôle des citoyens du monde sont plus fréquemment des gens aisés, ayant une forte éducation, et vivant à Paris-ville. A beaucoup d'égards, les comportements des "Parisiens" doivent plutôt être compris comme ceux de gens appartenant à un système de ville mondiale que comme appartenant à la plus grande des villes de la France. Là, il y a une coupure. Continuité très nette en allant vers les plus grandes agglomérations, et coupure quand on entre dans le centre même de Paris, où on trouve des gens qui se sentent citoyens du monde et non citoyens de l'Europe.

FIERTÉ D'APPARTENIR À UN QUARTIER

Les habitants du quartier des États-Unis dans le 8ème arrondissement de Lyon ont un sentiment très fort d'appartenance à un groupe social, mais avec le sentiment aussi de n'être pas reconnus jusqu'ici par les autres Lyonnais : ils se sentaient exclus de leur ville.

Ce quartier en effet a une histoire forte avec une tradition militante depuis les années 30 où il a été construit. Il s'est constitué par vagues successives d'immigration : d'origines savoyarde, ardéchoise, ensuite, dans les années 1930-1940, d'origines italienne, polonaise, espagnole, russe, puis, plus récemment, d'Afrique du Nord, d'Afrique Noire, d'Asie. A chaque fois, ces communautés se sont senties enracinées dans ce quartier qui ne connaît pas de difficultés sociales importantes.

La rénovation récente des logements s'est accompagnée de la création de fresques murales : les unes représentant l'œuvre architecturale du réalisateur du quartier, Tony Garnier, les autres représentant des visions de la ville peintes par différents artistes étrangers. L'ensemble a obtenu un prix de l'UNESCO : c'est le Musée urbain Tony Garnier, en plein air, avec un appartement témoin de l'époque de la construction.

Par le biais de cette mondialisation, les habitants ont renforcé leur identité locale et modifié leur image auprès des autres Lyonnais qui ont enfin reconnu ce quartier comme partie intégrante de la ville. Au lieu de vivre leur quartier comme rejeté, les habitants ont le sentiment de participer à l'image internationale de Lyon, de faire partie du patrimoine architectural lyonnais.

Dans ce quartier, on peut croiser des touristes du monde entier. Il y a d'ailleurs davantage d'étrangers que de Lyonnais qui le visitent. Aujourd'hui, les gens se sentent, certes, citoyens de ce quartier populaire, mais aussi citoyens du monde par cette internationalisation.

Un animateur du Musée urbain Tony Garnier

CULTURE DE QUARTIER ? CULTURE UNIVERSALISTE ?

Nous sommes un collectif d'artistes rassemblés autour de la culture Hip-Hop. Le public touché par nos activités (jeunes de 15 à 25 ans vivant, pour la majorité, en banlieue) est fortement concerné par ce sentiment d'appartenance au quartier en particulier. A travers la pratique de cet art, nous tentons d'amener ces jeunes à se sentir acteurs de la société et du monde, ce qui élargit leur champ de vision.

La culture Hip-Hop vient des États-Unis, ce qui lui donne un impact mondial. Les jeunes se l'approprient avec leurs caractéristiques propres, fortement marquées par leur vie de quartier. Des codes locaux s'ajoutent à ceux de cette culture. Ce qu'on essaye de faire, c'est d'ouvrir ces jeunes à d'autres dimensions que celles qu'ils connaissent. Car le Hip-Hop, ce n'est pas qu'une expression artistique, c'est aussi une façon de se prendre en main, de sortir de son quartier, de soi-même, de s'organiser avec les autres, c'est une philosophie de vie. L'évolution de cette culture, la façon dont elle se développe, passe beaucoup par l'expression artistique. Et c'est cette expression artistique que nous utilisons dans notre Collectif, d'une part pour ouvrir les jeunes au reste de la société, d'autre part, pour attirer un regard positif sur nos activités artistiques, sur notre travail.

Expression de soi et ouverture aux autres sont liées, car le Hip-Hop est un acte de mise en valeur de soi et d'ouverture vers l'extérieur. On s'expose au regard des autres, en construisant, en créant artistiquement, en cherchant à avancer.

Une responsable de groupe hip hop

Le débat *le débat le débat le débat le débat*

Valorisation ou relégation locales ?

Se retrouvant assez bien dans ce diagnostic, chacun a cherché à comprendre les raisons des différences d'appréciation sur le sentiment d'appartenance au sein de l'agglomération lyonnaise, le cas des Parisiens ne restant pas forcément atypique.

- Il y a des quartiers porteurs d'une identité forte et d'autres pas, avec image positive ou négative. Il y a des régions comme la Corse, la Bretagne, l'Alsace, où l'histoire a permis un enracinement, ou même certaines villes comme les villes minières, mais une région comme Rhône-Alpes est largement artificielle. On pourrait en dire autant des départements ou de l'Europe.

- Pour beaucoup l'appartenance locale est liée à l'importance prise par les lieux où chacun a grandi ou revient. Mais l'existence peut élargir les relations, les perspectives de chacun. La réussite sociale, qui facilite tout cela, fait qu'on finit par appartenir au monde entier. La concentration dans les grandes agglomérations des personnes qui ont réussi expliquerait que dans ces villes il y a un fort sentiment d'appartenance au monde entier.

- A l'inverse ceux qui n'appartiennent à aucune communauté de travail n'ont souvent que leur quartier pour s'identifier aux yeux des autres. Ils vivent l'appartenance à un lieu non pas comme un choix mais comme une contrainte : ils sont cantonnés dans ce lieu, "relégués" en quelque sorte, "assignés à résidence". Ils affirment d'autant plus leur identité à une "cité" qu'ils n'ont guère d'autres sys-

tèmes d'appartenance et d'autant plus fort qu'ils n'ont pas véritablement choisi ce quartier.

- Les personnes que l'on appelle des "exclus" sont souvent celles qui ont un nombre réduit d'appartenances : elles n'ont pas de lien social établi par le travail, souvent leurs liens familiaux sont distendus et leurs relations de voisinage appauvries. Les personnes dites "isolées" vivent, elles aussi, une réduction d'appartenance.

Aussi nous faudrait-il inventer les conditions d'une appartenance de proximité, lorsqu'elle n'existe pas. Cette proximité est à construire. Les gens seront enracinés quand ils se retrouveront proches les uns des autres et pourront influencer sur leur vie commune locale.

Mais l'homme a besoin d'un enracinement qui dépasse le territoire : il lui faut une proximité de culture. L'homme pense par son corps situé dans un espace, mais aussi par son cœur et son esprit. Sans doute est-ce là que les valeurs, partagées ou non, traversent les différents territoires et peuvent fonder des politiques.

L'appartenance à des territoires plus larges, de non-proximité, se fonde en fait sur des valeurs que l'on partage. C'est vrai de l'appartenance à une nation qui diffère dans sa forme, par exemple, en Allemagne, aux États-Unis et en France, mais aussi à un continent ou à une idée que l'on se fait d'un continent comme l'Europe.



> *Pourrait-on dire que, plus notre identité est dévalorisée dans la société, plus on se "rattrape" sur un sentiment d'appartenance à un territoire restreint en affichant des positions alors très défensives ? Le territoire serait-il le seul bien qui nous resterait ?*

> *La valorisation de son territoire deviendrait-elle un moyen pour certains d'être reconnus par les autres en retournant à leur profit les images négatives, par exemple en mettant en avant la qualité des liens sociaux d'un quartier mal jugé de l'extérieur ?*

> *La représentation politique étant basée sur des territoires, lorsque n'existe pas de sentiment d'appartenance à un quartier, une région, faut-il créer ce sentiment-là pour que la représentation politique ait un fondement social ? ou bien ne pas créer ces instances représentatives lorsque n'existe pas cette appartenance sociale, cette communauté politique ?*

> *Faire sien un territoire, en faire son lieu propre, cela est-il vécu comme un repli sur soi ou comme une affirmation sociale ? comme un patrimoine à sauvegarder ou à promouvoir ?*

ÊTRE RECONNU

L'association " Passe jardins " s'est constituée autour du thème fédérateur, inter-culturel, inter-générationnel du jardin. Chacun a des représentations du jardin et des envies de réalisation. Le jardin est un lieu, dans la ville, où des personnes, quelles que soient leurs conditions sociales, leur âge, leurs origines, peuvent avoir un projet collectif qui soit à leur mesure. Chaque contribution individuelle entre dans une action collective visible par tous : le jardin est visible.

Le sentiment d'appartenance grandit dans un lieu où l'on est acteur, où ce que l'on fait se voit et où l'on est reconnu. Le jardin partagé entre habitants permet l'échange, le débat, l'appropriation, quelles que soient l'origine, l'appartenance.

Nous animons actuellement un jardin d'habitants, dans le quartier de Croix-Luizet à Villeurbanne, ouvert à tous les adhérents. La première règle du jeu est le respect de l'environnement dans cet espace fourni par le Grand Lyon ; la seconde, c'est la démocratie participative, la recherche du consensus. On ne vote pas mais on s'oblige à s'écouter : qu'on soit âgé ou jeune, compétent ou non, homme ou femme, bruyant ou silencieux, on vous demandera votre avis. Cette reconnaissance et cette écoute sont la base du sentiment d'appartenance : " là, je vais exister ; là, je vais pouvoir faire et ce que je vais faire va se voir ; donc j'aurai une reconnaissance sociale ".

Il se passe beaucoup de choses entre les gens : entraide, partage, échange de savoir-faire, transmission de coutumes... Une personne qui n'est absolument pas jardinière est venue planter les plantes du jardin de sa mère décédée : elle assurait par là une continuité.

Nous avons remarqué aussi des actes de civilité. Lorsque l'on a un espace public, où ceux qui l'entretiennent sont aussi ceux qui décident, le respect semble aller de soi : l'espace leur appartient, ils appartiennent à cet espace. Peut-être avons-nous là des éléments de reconstruction de la civilité : avoir le sentiment d'appartenir à un groupe reconnu, avoir un sentiment de responsabilité.

C'est pourquoi nous avons un projet de jardin d'insertion, plutôt pour des personnes en grande difficulté sociale. Le jardin représente à la fois un espace où chacun se projette et une durée nécessaire pour réaliser ce projet. Pour récolter quelque chose, il faut semer. Ce jardin sera un support de reconstruction du sentiment d'appartenance à notre société.

Une responsable de l'association

APPARTENIR À DEUX MONDES CULTURELS

Français, d'origine indienne, je suis porteur d'une double culture. Je connais, dans cette région, des gens de même origine qui ont envie d'être respectés dans leur culture, dans leur identité religieuse ou autre.

Si on veut avoir sa place ici, on doit aussi pouvoir exprimer sa propre culture. Si on ne la valorise pas un peu, il y a une sorte de frustration qui débouche sur le communautarisme, sur de la manipulation vers la violence.

Il faut donc le respect des diverses cultures. La France est habitée par des gens qui viennent de toutes les anciennes colonies. Toutes ces cultures doivent avoir droit d'expression.

Un Français d'origine indienne

L'ENRACINEMENT, BESOIN PROFOND DE L'HOMME

Un être humain a une racine par sa participation réelle, active et naturelle, à l'existence d'une collectivité qui conserve vivants certains trésors du passé et certains pressentiments d'avenir. Participation naturelle, c'est-à-dire amenée automatiquement par le lieu, la naissance, la profession et l'entourage. Chaque être humain a besoin d'avoir de multiples racines. Il a besoin de recevoir la presque totalité de sa vie morale, intellectuelle, spirituelle par l'intermédiaire des milieux dont il fait naturellement partie.

Simone Weil, philosophe

Appartenance sociale et critères économiques

Perception subjective et réalité économique³

Dans les enquêtes, 2 % des gens interrogés disent faire partie des défavorisés. Or, en France, si on regarde les gens qui vivent en-dessous du seuil de pauvreté (en-dessous du demi-revenu médian par unité de consommation⁴, soit en 2001 moins de 3.500F par mois), il y en a 7 %. Une partie importante des gens qui, objectivement, ont un niveau de vie extrêmement faible et sont en-dessous du seuil de pauvreté, ne se sentent pas, pour autant, défavorisés, nous disent les enquêtes.

Les privilégiés représentent au total 10 %, pour un revenu de l'ordre de 25.000F. Ce que je constate c'est que, actuellement, le médecin-praticien, dont le revenu moyen est de l'ordre de 35.000F par mois, ne se sent ni aisé, ni privilégié. J'ai le sentiment qu'il y a, en haut et en bas de la distribution des classes sociales, des phénomènes qui font que la façon dont les gens se situent dans l'échelle sociale se fait beaucoup plus par mimétisme d'appartenance à un groupe social que par un regard sur leur propre situation, ou en comparaison avec la moyenne ou avec les autres groupes sociaux.

La pauvreté "subjective"⁵

Les positions économiques ne se reflètent pas mécaniquement dans les sentiments d'appartenance. Dans certaines études sur la pauvreté, on a essayé de distinguer trois types de pauvreté :

- la pauvreté "économique" caractérisée par un niveau de vie autour d'un certain seuil (moins de 3.500 F par mois en 2000),

- la pauvreté "objective" calculée avec un certain nombre d'indicateurs ; on va dire : sont réputés pauvres, les gens qui n'ont pas pu disposer des pratiques correspondant à ces indicateurs,

- la pauvreté "subjective" liée au sentiment d'être pauvres.

C'est cette dernière qui peut ressortir d'une enquête d'opinion. Selon ces trois classifications, sont pauvres à la fois les gens qui n'ont pas un certain niveau de ressources économiques, ceux qui n'accèdent pas à un certain niveau de consommation, ceux qui se considèrent comme pauvres.

Le problème du sentiment d'appartenance et du niveau de vie n'est pas propre aux extrêmes de la répartition des revenus ; il se retrouve tout au long de la hiérarchie sociale : quelles que soient les manières dont les gens se disposent dans cette échelle sociale, ils se perçoivent en fonction à la fois de leurs caractéristiques objectives, de leur environnement et de leurs idées sur le sujet.

Appartenir à une culture

Pour Y. Lemel, certaines façons de vivre ont la caractéristique d'être communes à plusieurs classes sociales. On date leur apparition de l'époque où des jeunes blancs des classes moyennes ou supérieures américaines se sont mis à reprendre des musiques noires et à les utiliser. S'est créé ainsi un produit culturel trans-classes, défini par une catégorie d'âge. Depuis, nous avons une identification par des consommations culturelles plutôt trans-classes, sinon trans-pays. On a pu parler ainsi de l'appartenance à une " culture jeune " basée sur des groupes musicaux.

Depuis les années 1960-1970, avec les ouvrages de P. Bourdieu, tels que *La Distinction*, il y a l'idée d'une hiérarchisation sociale parfaitement homologue à la hiérarchisation des consommations. L'utilisation de certains produits, par exemple la fréquentation de l'Opéra, est quasiment le signe de l'appartenance aux catégories "supérieures", aucune catégorie modeste n'allant à l'Opéra. Il y aurait un modèle de la société, avec une redondance parfaite entre les positionnements sociaux et les consommations culturelles.

3 - Question de Denis Clerc, économiste, fondateur d'*Alternatives Economiques*, membre du Centre d'Etudes des Revenus et des Coûts, présent dans la salle.

4 - Le revenu médian est celui qui se situe au milieu de la répartition des revenus, du plus faible au plus élevé. L'unité de consommation est le ménage.

5 - Réponse de Yannick Lemel.

Aujourd'hui, les spécialistes opposent la consommation dite "monovore" et la consommation dite "omnivore" : des gens qui ont une consommation culturelle spécifique et d'autres qui ont une variété de produits consommables à leur disposition, un accès à un large éventail d'expressions culturelles. Un signe d'appartenance à l'élite culturelle aujourd'hui est plutôt la capacité à dépasser ce qui était jugé comme produit culturel de l'élite il y a 50 ans pour aller consommer des produits culturels issus d'autres catégories sociales.

A l'opposé de cette conception consumériste de la culture, il y a la culture vécue comme expression d'un monde social, d'un univers de pensée, d'une conception de l'existence. En effet, pour répondre aux besoins de l'homme d'aujourd'hui, il lui faut retrouver ses racines. Cette appartenance culturelle

et spirituelle signifie l'enracinement des personnes dans des courants de pensée. Pour la philosophe Simone Weil, "l'enracinement est le besoin le plus profond de l'homme". Or, il semblerait que nous sommes de plus en plus "déracinés", car nous ne sommes plus devant un "nous" ; nous sommes devant des "je", les uns à côté des autres. Nous ne sommes pas reliés par un sentiment d'appartenance commune à une culture. Nous avons donc, certainement, à inventer un mode de vie où les hommes se rassemblent autour de valeurs partagées.

Chaque individu a, enfouie au-dedans de lui, une culture qui le caractérise. Parfois la société ne prend pas en considération cette richesse. On peut même en avoir honte devant les autres. Les modes de consommation largement partagés peuvent étouffer ces univers culturels particuliers.



> *Dans quelle mesure la consommation culturelle est-elle un signe identitaire ? N'est-ce pas plutôt par l'expression de soi que l'on se définit au yeux des autres, par sa façon propre de vivre ? L'identification aux modèles ambiants ne signifie-t-elle pas une méconnaissance des capacités propres à chaque être humain, de sa propre culture ?*

> *Cette identification ne sert-elle pas à masquer les originalités culturelles des uns et des autres, à étouffer leur expression et à éviter leur rencontre, par crainte d'affrontement, de mélange, de perte de soi ?*

> *Sous le terme de "culture", n'y a-t-il pas de grandes différences d'approche ? La culture est-elle transmission d'un patrimoine ? production d'œuvres ? mode de vie ? système de valeurs ? ...*

> *Lorsque son appartenance sociale est fragile, n'a-t-on pas la tentation de considérer les autres cultures comme une menace pour sa propre identité et sa survie ?*

> *L'approche multiculturelle, cette volonté de reconnaître toutes formes culturelles et de permettre leur mixage, n'est-elle pas promue surtout par des personnes et des groupes sociaux qui ne souffrent pas de méconnaissance sociale : jeunes de banlieues en voie d'ascension sociale ou classes moyennes et supérieures en réussite ?*

Individualisme ou multi-appartenance des individus ?

Un citoyen peut dire qu'il appartient à un quartier, à une commune, à un département, à une région, à une nation, à un continent, au monde. Il y a un "millefeuille" d'appartenances territoriales, en parallèle avec d'autres types d'appartenance : à un groupe, à une culture, à une entreprise....

- On voit bien dans les enquêtes qu'il n'y a pas, même avec le progrès de l'individualisme, de disparition complète des sentiments d'appartenance à des groupes. L'appartenance se modifie dans son expression. Les gens continuent de se rattacher à des groupes de tailles diverses ; ils vont se déter-

miner, se comporter en partie en fonction de ces appartenances. Manifestement, le progrès de l'individualisme ou de l'individualisation, peut-être le progrès de l'égoïsme, si l'on porte des jugements de valeur, ne sont pas incompatibles avec une appartenance collective et une détermination des comportements.

- L'appartenance est une notion volatile, variant en fonction des besoins : ainsi parle-t-on d'appartenir à une "tribu" (avec ses codes culturels), à une bande (avec ses objectifs), à une entreprise, à une famille, etc. Selon les âges de la vie, les types et les

modes d'appartenance sociale changent et, sans doute, la diversité des appartenances se modifie.

- L'enquête nous montre que les personnes qui déclarent un fort sentiment d'appartenance locale ou nationale sont celles qui donnent par ailleurs des réponses très laxistes, par exemple, sur la licéité de ne pas payer de taxes ni le métro, de frauder le fiscé ... Il n'y a pas cohérence entre appartenance déclarée et engagement de solidarité découlant de cette appartenance.

Boris Cyrulnik, dans *L'ensorcellement du monde*, montre bien qu'un être vivant doit "être avec" pour exister. Il montre aussi qu'un individu, dans un grou-

pe, lutte contre ce groupe pour préserver sa personnalité. On ne peut pas dire que plus sont forts les liens sociaux, plus l'individu est gagnant. Le désir de reconnaissance et d'appartenance à un groupe en rend aussi l'individu dépendant. Notre société vit cette tension interne entre volonté de liberté individuelle et volonté de vivre en groupe.

Y. Lemel s'interroge dès lors sur le rôle de la sociologie aujourd'hui. Face au progrès de l'individualisme, le fondement même de l'approche sociologique est-il encore pertinent ? Le propre de la sociologie est de s'appuyer sur l'idée que l'homme est un animal social, qu'il appartient d'abord à des groupes.

Des livres

Jean-Loup AMSELLE, *Vers un multiculturalisme français. L'empire de la coutume*, Paris, Aubier, 1996.

Michel ELBAZ, Denise HELLY, (dir.), *Mondialisation, citoyenneté et multiculturalisme*, Paris, L'Harmattan, Québec, Presses de l'Université de Laval, 2000.

Jacques LEVY, *Le Monde pour cité*, Paris, Hachette, 1996.

Michel WIEVIORKA, Jocelyne OHANA, *La Différence culturelle. Une reformulation des débats* (colloque de Cerisy), Paris, Balland, 2001.

" Mémoires et identités de l'agglomération lyonnaise ", *Les Cahiers Millénaire* 3, n° 20.

6 - Voir le chapitre sur le rapport à l'autorité.